

Unité départementale Le Havre
Cité Administrative
2 rue Saint Sever
BP 86002
76032 Rouen Cedex

Le Havre, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEVRON ORONITE SAS

Route du Pont VII
7014 X
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20251211_EDD_Pilote
Code AIOT : 0005800439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement CHEVRON ORONITE SAS implanté Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 11 décembre 2025 s'inscrit dans le cadre de l'instruction de l'étude des dangers de l'unité Pilote. A cette occasion, un contrôle par sondage des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques présentes sur le site a été réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEVRON ORONITE SAS
- Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société CHEVRON ORONITE SAS est autorisée par un arrêté préfectoral cadre, modifié, du 23 mars 2017 à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Gonfreville l'Orcher. Plus précisément, elle exploite des installations de fabrication et de développement d'additifs pour carburant et lubrifiant.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu des quantités de produits toxiques, inflammables et dangereux pour l'environnement stockés sur le site (rubriques 4110, 4130, 4330, 4510 et 4511).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Réexamen de l'étude de dangers | Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 10.1 | Sans objet |
| 2 | Modification d'installations | Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 1.6.1 | Sans objet |
| 3 | Barrières de sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45 | Sans objet |
| 4 | Produits de décomposition en cas d'incendie | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée lors du contrôle par sondage des barrières de sécurité et des mesures de maîtrise des risques présentes sur le site.

Concernant l'étude de dangers de l'unité Pilote, les éléments fournis sur les installations étudiées permettent de statuer sur une situation globalement acceptable en termes de maîtrise des risques et sur le caractère proportionné de l'étude de dangers au regard des enjeux identifiés.

L'instruction de l'étude de dangers de l'unité Pilote est considérée comme finalisée. La prochaine échéance de remise de la notice de réexamen de l'étude de dangers de l'unité Pilote est fixée à juillet 2028.

Par ailleurs, au regard des faibles enjeux que présente l'unité Pilote, et selon l'avis du 08/02/2017, l'inspection invite l'exploitant à l'intégrer dans une EDD consolidée comportant d'autres unités en application des démarches engagées sur ce sujet et permettant de rationaliser les EDD du site.

Pour finir, l'inspection des installations classées rappelle à CHEVRON qu'en application des dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017, toute modification apportée aux installations, leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est préalablement portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen de l'étude de dangers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 10.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen des études de dangers |
| Prescription contrôlée : L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet en double exemplaire qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Les études de dangers sont réexaminées au plus tard tous les 5 ans à dater des prochaines échéances listées dans le tableau suivant ou lors de toute évolution des procédés mis en œuvre ou du mode d'exploitation de l'installation. |
| Constats : Lors de l'inspection du 17 février 2021, un état des lieux des études de dangers du site a été réalisé. Ce bilan met en exergue 5 études de dangers sectorielles non transmises à l'inspection des installations classées, compte tenu de l'absence de risques majeurs, les 5 unités concernées faisant toutefois l'objet d'une étude de dangers simplifiée et périodiquement révisée. A l'issue de cette inspection, il a été demandé à l'exploitant la transmission de ces 5 études de dangers, l'inspection considérant que ces 5 études de dangers font partie intégrante de l'étude de dangers globale du site. Ainsi, l'étude de dangers de l'unité Pilote a été communiquée à l'inspection des installations classées en juillet 2023. Les principales installations de cette unité sont les suivantes : des stockages de matières premières, produits finis et produits intermédiaires, un atelier pilote, un laboratoire, une salle de contrôle et des bureaux, un atelier de pilote mélange en ligne, un groupe froid pour la production des installations classées. L'unité Pilote permet de reproduire une grande partie des synthèses réalisées sur le site, mais à une petite échelle, le plus gros réacteur de l'unité présentant une capacité de 3 m ³ . Compte tenu des faibles quantités mises en œuvre, de nombreuses opérations sont réalisées manuellement comme par exemple la manipulation des fûts, l'introduction des produits, la manipulation de vannes ou la prise d'échantillons. L'analyse préliminaire des risques a conclu à la nécessité d'étudier les scénarios d'accident suivants : <ul style="list-style-type: none">• Feu de nappe et éclatement du réacteur V350 suite à une perte de confinement ;• Feu de nappe et éclatement du réacteur V1350 suite à une perte de confinement ;• Feu de cuvette sur les bacs de xylène (T2361) et de toluène (T2362) ;• Incendie sur le parc à fûts de l'unité Pilote, ce scénario étant étudié dans la mesure où le parc à fût est situé dans le rayon des effets dominos du feu de cuvette des bacs T2361 et |

T2362.

Au regard des éléments de l'étude de dangers, le bac de toluène T2362 n'est plus utilisé. L'utilisation du bac de xylène devait prendre fin en juin 2024 suite à la mise en œuvre du projet d'alimentation du pilote en xylène directement à partir du bac T902.

Par conséquent, le scénario de feu de cuvette sur les bacs de xylène (T2361) et de toluène (T2362) va disparaître pour être remplacé par un scénario de feu de nappe suite au débordement de xylène via le réacteur V356. En outre, les effets dominos sur le parc à fûts disparaissent.

Aucune distance d'effets des scénarios listés ci-avant ne sort des limites de propriété du site ni n'induit d'effets dominos en dehors de l'unité Pilote.

Afin de garantir le fonctionnement des installations, des barrières de sécurité sont mises en œuvre telles que systèmes de détection (pression, débits, niveaux, fumées, etc.) et moyens de lutte incendie / d'intervention. Elles sont détaillées au point de contrôle n°3.

En conclusion, les documents présentent les éléments demandés par l'article R515-98 du code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Ils sont recevables sur la forme et sur le fond.

L'étude de dangers de l'unité Pilote ne remet pas en cause les conclusions de l'étude de dangers précédente (acceptabilité du site au regard des critères de la circulaire du 10 mai 2010) et permet de statuer sur une situation globalement acceptable en termes de maîtrise des risques et sur le caractère proportionné de l'étude des dangers au regard des enjeux identifiés.

L'instruction de l'étude de danger de l'unité Pilote est considérée comme finalisée. La prochaine échéance de remise de la notice de réexamen de l'étude de dangers de l'unité Pilote est fixée à juillet 2028.

Par ailleurs, au regard des faibles enjeux que présente l'unité Pilote, et selon l'avis du 08/02/2017, l'inspection invite l'exploitant à l'intégrer dans une EDD consolidée comportant d'autres unités en application des démarches engagées sur ce sujet et permettant de rationaliser les EDD du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification d'installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 1.6.1

Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations

Prescription contrôlée :

Conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n°1, un projet de modification de l'alimentation de l'unité pilote en xylène est prévu courant 2024.

L'inspection des installations classées rappelle à CHEVRON ses obligations en termes

| |
|---|
| <p>d'informations préalables du Préfet.</p> <p>Lors de la visite, un état d'avancement de ce projet a été réalisé. CHEVRON indique que le projet a effectivement été mis en œuvre. La procédure de modification associée à ce projet a été présentée. L'autorisation de démarrage de l'unité ainsi modifiée date du 28 août 2025.</p> <p>Sur le site, l'inspection a observé la nouvelle tuyauterie d'alimentation en xylène au niveau du pilote.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Barrières de sécurité

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens de la présente section on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • barrière de sécurité : Ensemble d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. On distingue : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les barrières de prévention : barrières visant à éviter ou limiter la probabilité d'un événement indésirable, en amont du phénomène dangereux ; ◦ les barrières de limitation : barrières visant à limiter l'intensité des effets d'un phénomène dangereux ; ◦ les barrières de protection : barrières visant à limiter les conséquences sur les cibles potentielles par diminution de la vulnérabilité ; • [...] |
| <p>Constats :</p> <p>Pour chaque scénario d'accident étudié dans l'étude de dangers, un nœud papillon a été construit permettant d'identifier les barrières de sécurité associées. Concernant le nouveau scénario d'accident de feu de nappe par débordement de xylène, le nœud papillon proposé est une version projet, dans lequel les actions humaines associées à certaines barrières n'étaient pas encore déterminées.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le nœud papillon dans sa version définitive, listant l'ensemble des barrières de sécurité mises en place et distinguant les actions humaines des actions automatiques.</p> <p>Lors de la visite du site, un contrôle par sondage des barrières de sécurité et de la présence de certains équipements a été réalisé. Également, l'inspection a contrôlé le report en salle de contrôle de certaines mesures de débit, ainsi que le suivi de la durée de chargement (décompte par rapport à un temps de chargement théorique déterminé en fonction de la recette).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Produits de décomposition en cas d'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition en cas d'incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers identifie les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie de l'unité Pilote, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du fait des produits chimiques : essentiellement du CO₂, CO et NO_x ainsi que dans une moindre mesure des COV et des HAP ; • du fait des câbles électriques : du CO, CO₂, COV, formaldéhyde, HAP, HBr, HCl, HCN, HF, NO_x, PCB, PCDD/DF, SO₂ et suies. <p>Les principaux contributeurs sont les produits chimiques.</p> <p>Par ailleurs, il est indiqué qu'un diagnostic amiante est en cours sur les installations pour s'assurer de l'absence ou non de cette substance.</p> <p>Le diagnostic amiante de l'unité Pilote a été présenté lors de la visite. Il conclut à l'absence d'amiante dans cette unité.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique avoir procédé à une actualisation de l'identification des produits de décomposition de l'unité sur la base du guide DT126.</p> <p>Ainsi, la liste actualisée des produits de décomposition pour l'unité Pilote est donc la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour le scénario Sc. 1a / 1b : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Émission Faible : HCN / Nox / Métaux ◦ Émission Modérée : CO₂ / CO / SO₂ / HAPs / COVs / Poussières / Aldéhydes • Pour le scénario 2b : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Émission faible : HCN / Nox / Métaux ◦ Émission Moyenne : CO₂ / CO / SO₂ / HAPs / COVs / Poussières / Aldéhydes <p>L'exploitant précise également qu'il met en œuvre un processus préalablement à l'utilisation de toute nouvelle substance sur le site afin de prendre en compte, le cas échéant, tous les risques associés.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |